

ANNEXE A LA DELIBERATION N°

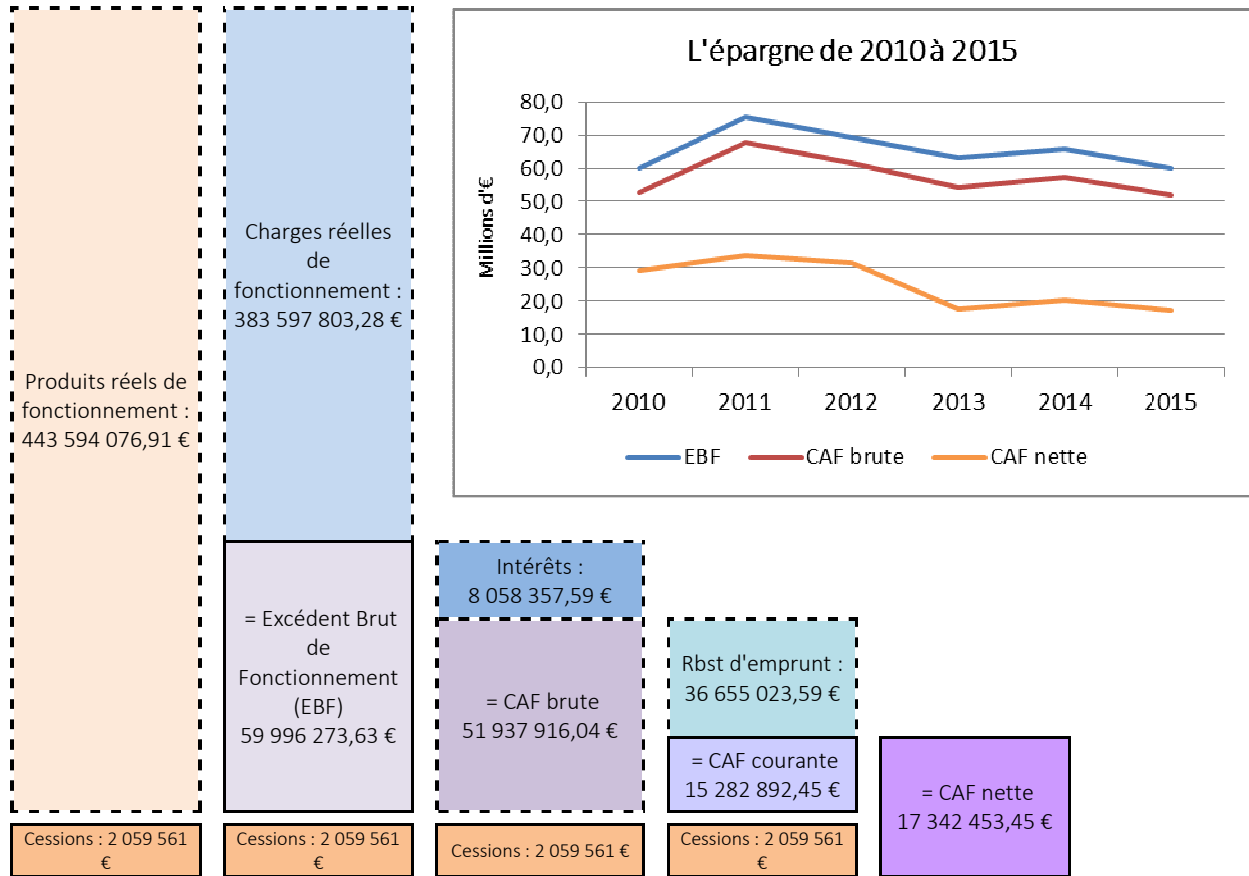
Note de synthèse
Compte administratif.
Exercice 2015.

L'article 107 de la loi NOTRe dispose qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Le compte administratif 2015 du Département de la Dordogne dégage un excédent disponible de 3.298.449,27 €. Il était de 3.003.442,50 € au titre de 2014.

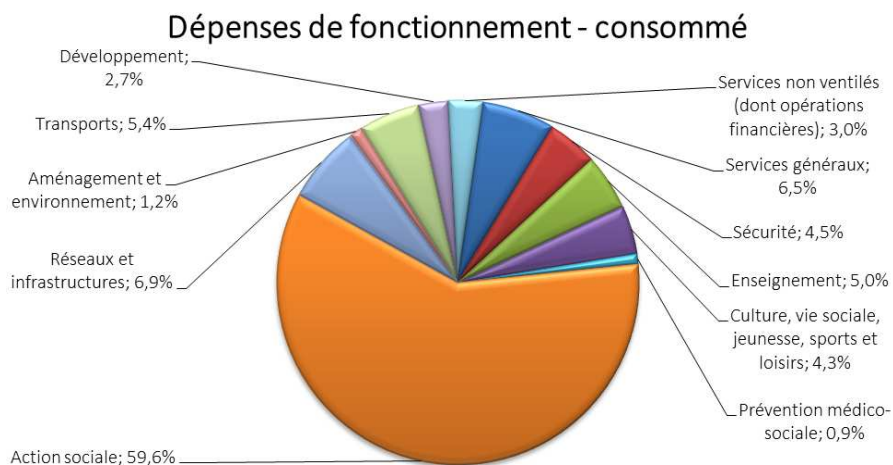
Le fonctionnement : un effet ciseau à l'impact limité par des efforts de gestion

En 2015, l'épargne brute, qui résume la capacité du département à rembourser sa dette et à investir, connaît une diminution significative de 9,3% (soit une baisse de 5,3 M€).



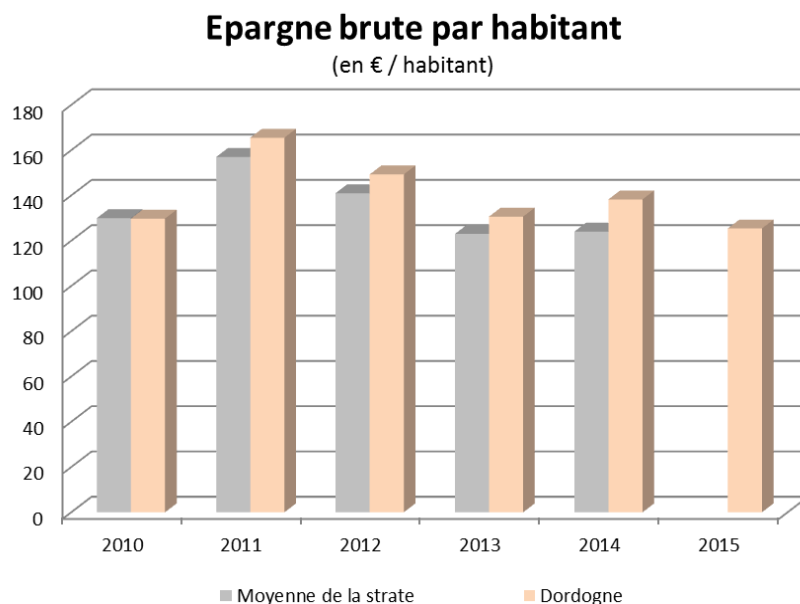
Ce résultat s'explique principalement par les effets conjugués de l'augmentation des dépenses sociales (+6,5 M€) et de la baisse des dotations de l'Etat (-5,6 M€).

Ainsi, en termes de politique publique, l'action sociale est de très loin le premier poste de dépense du Conseil départemental. Avec 233,5 M€ cette politique publique représente 59,6% des dépenses de la collectivité. La maîtrise de ce poste de dépenses est donc déterminante pour préserver notre autofinancement.



Les efforts de gestion significatifs se traduisent notamment par la stagnation de la masse salariale et la baisse des dépenses de structure.

Au final, l'épargne brute dégagée est sensiblement supérieure à la moyenne constatée sur l'ensemble des départements (source : DGFIP) :



Des dépenses d'investissement soutenues...

Les dépenses d'investissement, hors dette pour 2015, s'établissent à 84,2 M€, un niveau quasiment équivalent à 2014 (86,3M€).

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépenses directes	66 535	63 554	66 637	61 450	56 632	56 060
Subventions et participations d'équipement	32 954	35 016	33 162	32 433	26 872	26 554
Autres dépenses d'investissement	3 254	1 634	2 386	1 022	2 867	1 623
TOTAL investissement hors dette	102 743	100 204	102 185	94 905	86 370	84 237

Concernant les investissements directs (56 M€), les principales politiques publiques concernées sont la voirie (43,5% des investissements réalisés) et le développement du territoire (33,5%).

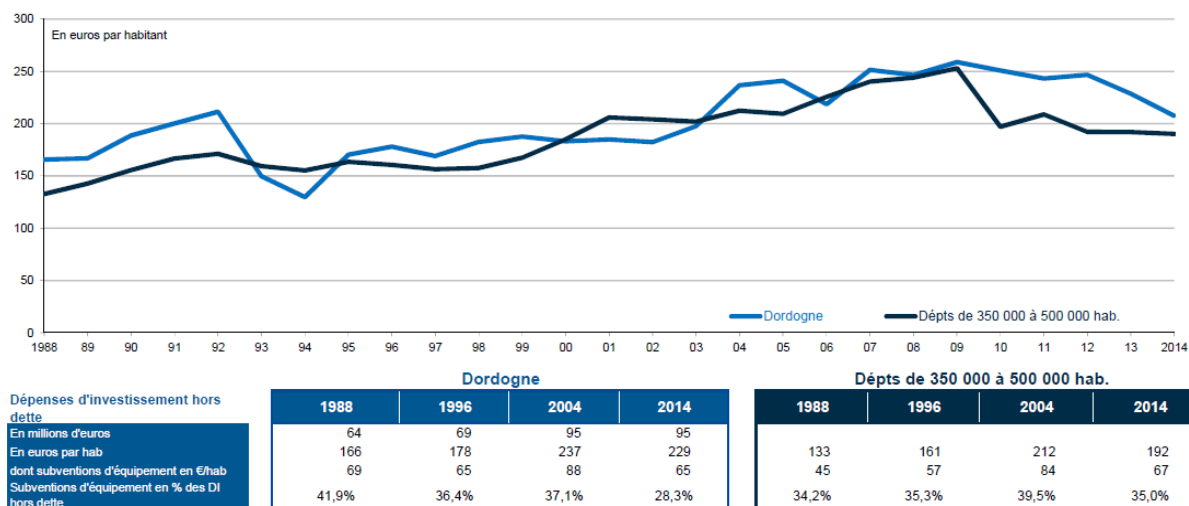
Les subventions d'équipement (26,6 M€) se répartissent principalement entre les politiques d'aménagement et d'environnement (36,33% des subventions allouées), l'aménagement du territoire (21,1%), la voirie (14,1%) ou encore les actions sociales (13,2%).

... qui expliquent un niveau d'endettement élevé

L'encours de dette au 31/12/2015 est en hausse de 0,8%. Ramené au nombre d'habitants, l'encours de dette se situe à un niveau supérieur à celui de la strate (source : Finance Active) :

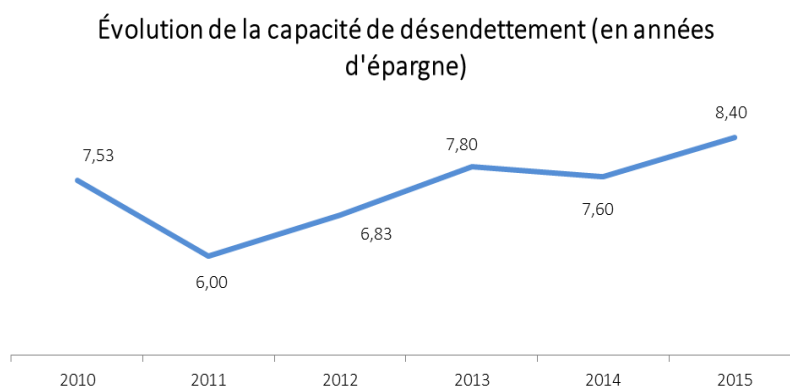
	2010		2011		2012		2013		2014		2015	
	Données CD 24	Moyenne de la strate	Données CD 24	Moyenne de la strate	Données CD 24	Moyenne de la strate	Données CD 24	Moyenne de la strate	Données CD 24	Moyenne de la strate	Données CD 24	Moyenne de la strate
Encours de dette en euros / habitant	982,96	522,96	1 009,15	526,16	1 030,04	532,64	1 032,18	528,50	1 042,82		1 050,90	

Cela s'explique par un niveau d'investissement très supérieur à la moyenne, notamment depuis 2008. Cet effort a permis la réalisation d'infrastructures et d'ouvrages et ainsi le développement de l'attractivité du territoire tout en apportant un soutien nécessaire à l'économie locale. Ce choix économique fort nous a permis d'investir 207€ de plus par habitant entre 2008 et 2014 que les départements comparables, soit 86,6M€ de plus (source : la Banque Postale).



Le Conseil départemental a emprunté pour un total de 40 M€ en 2015 réparti sur 3 emprunts à taux fixe de 10 M€ chacun et un emprunt obligataire de 10 M€ à taux fixe également.

En fin d'exercice 2015, le capital de la dette restant dû est de 435,2 M€ et l'amortissement a été de 36,7 M€ contre 38,1 M€ en 2014. Le délai de désendettement (Encours de dette / Epargne brute) est de 8,4 ans, ce qui nous maintient loin de la zone de vigilance qui se situe au-delà de 12 ans.



	DEPENSES		RECETTES	
INVESTISSEMENT	Dépenses réelles hors dette	84 237 238,57	Recettes réelles hors emprunt	38 108 928,82
	Subventions d'équipement versées	26 554 387,88	Subventions et dotations	28 096 322,01
	Etudes (Immobilisations incorporelles)	1 273 521,55	Autres recettes	10 012 606,81
	Acquisitions (Immobilisations corporelles)	9 346 860,65		
	Travaux (Immobilisations en cours)	44 274 585,62		
	Avances (Immobilisations financières)	1 359 473,76		
	Opérations pour comptes	263 143,11		
	Divers	1 165 266,00		
	Dettes - Remboursement d'emprunt	36 655 023,59	Emprunt	40 002 595,82
	Amortissements des emprunts souscrits	36 655 023,59	Emprunt nouveau	40 000 000,00
Remboursements temporaires		Remboursements temporaires		
Refinancement de la dette		Refinancement de la dette		
Divers		Divers	2 595,82	
Sous-total dépenses réelles	120 892 262,16	Sous-total recettes réelles	78 111 524,64	
Dépenses d'ordre	9 087 686,34	Recettes d'ordre	40 076 207,11	
		Amortissements	37 672 329,50	
		Divers ordre	2 403 877,61	
Total dépenses	129 979 948,50	Total recettes hors excédent capitalisé	118 187 731,75	
Résultat de l'exercice antérieur reporté	15 811 803,71	Excédent de fonctionnement capitalisé	22 022 255,21	
Restes à réaliser en dépenses	23 397 776,95	Restes à réaliser en recettes	6 265 592,70	
		Financement de la section d'investissement	22 713 949,50	
TOTAL INVESTISSEMENT	169 189 529,16	TOTAL INVESTISSEMENT	169 189 529,16	
FONCTIONNEMENT	Dépenses réelles	391 656 160,87	Recettes réelles	445 653 637,91
	Interventions sociales (dont assistants familiaux)	206 271 401,74	Imposition directe	122 352 106,00
	Personnel (hors assistants familiaux)	86 845 483,01	Autres impôts et taxes	156 503 162,82
	Subventions et participations (hors aide sociale)	22 714 288,79	Dotations et participations	151 042 361,34
	Charges financières (hors ligne de trésorerie)	8 397 902,05	Aides sociales (hors dotations)	6 686 879,00
	Fonctionnement du SDIS	17 663 716,00	Divers	9 069 128,75
	Collèges	5 235 888,88		
	Transports scolaires	17 714 344,03		
	Voirie	8 538 823,74		
	Autres charges de fonctionnement	18 274 312,63		
Dépenses d'ordre	39 769 733,98	Recettes d'ordre	8 781 213,21	
Dotations aux amortissements	37 672 329,50			
Divers ordre	2 097 404,48			
Financement de la section d'investissement	22 713 949,50	Excédent de fonctionnement n - 1 reporté	3 003 442,50	
Excédent de clôture 2015	3 298 449,27			
TOTAL FONCTIONNEMENT	457 438 293,62	TOTAL FONCTIONNEMENT	457 438 293,62	
TOTAL GENERAL	626 627 822,78	TOTAL GENERAL	626 627 822,78	